

Pourquoi les Canadiens rejettent l'idée de l'indépendance du Québec



Danic Parenteau

20-10-2011

La déroute du Bloc québécois aux élections de mai dernier ainsi que les désordres qui affligent actuellement le Parti québécois appellent à une profonde remise en cause de la démarche souverainiste. Un moment d'arrêt s'impose. Une réflexion de fond sur les raisons premières qui militent en faveur de ce projet politique, mais aussi, parallèlement, sur les manières de faire capables de conduire à sa réalisation, apparaît de plus en plus nécessaire.

Le présent essai entend contribuer à cette tâche par le biais d'une voie jusqu'ici inexplorée par le mouvement nationaliste québécois. J'entends ici penser le projet d'indépendance à partir non pas d'un point de vue centré sur le Québec, mais à partir du point de vue canadien. Il s'agit ici de s'extraire de cette perspective à partir de laquelle la question nationale a jusqu'ici principalement été saisie et conçue, et ce, tant par les nationalistes souverainistes que par les fédéralistes qui rejettent l'option de l'indépendance comme solution à cette question. Pourquoi le Canada tient-il tant à ne pas laisser partir le Québec ? Telle est la question qui m'intéresse ici.

Précisons cette démarche. S'agissant de saisir les raisons qui plaident en faveur du fédéralisme, il importe de distinguer deux approches. La première est celle de ceux qui souscrivent au fédéralisme d'un point de vue québécois et qui se veut une réponse à la question « pourquoi le Québec devrait-il rester dans le Canada ? » Les arguments qui participent de cette approche sont au cœur de l'argumentaire fédéraliste québécois depuis l'apparition du souverainisme dans les années 1960^[1]. La seconde approche prend assise dans une perspective canadienne et se veut une réponse à la question « pourquoi le Canada devrait-il garder le Québec ? » Même si ces deux approches peuvent à l'occasion de certains discours ou stratégies politiciennes se recouper, elles sont toutes deux suffisamment distinctes pour mériter un traitement séparé. Si les arguments qui tiennent à la première – l'approche fédéraliste québécoise – sont largement connus, les arguments qui découlent de la seconde – l'approche fédéraliste canadienne – ont jusqu'ici en revanche largement été négligés par les penseurs du nationalisme québécois. Ce sont de tels arguments que je souhaiterais éclairer dans les pages qui suivent.

La présente réflexion trouve appui sur un constat de départ, qui est celui qu'il existe un large consensus au Canada, partagé à la fois par l'ensemble de la classe politique que par la population en général en faveur du maintien du Québec dans la fédération canadienne. C'est ce que confirment notamment les résultats d'un sondage effectué l'an dernier par la firme Léger Marketing pour le compte de l'Association d'études canadiennes^[2]. Si au Manitoba, quelque 22 % des répondants estiment que le Québec devrait se séparer du Canada et qu'en Ontario cet appui est de 11 %, au Nouveau-Brunswick cet appui ne récolte qu'un maigre à 5,3 %. Bien que l'on puisse se réjouir du fait que l'option souverainiste recueille plus de sympathisants qu'il pouvait a priori être permis de le croire, cela ne diminue toutefois en rien le fait que, s'il n'en tenait qu'aux Canadiens, le Québec n'accéderait jamais à l'indépendance. Si on exclut quelques mouvements politiques marginaux au Canada, notamment certains groupes sécessionnistes de l'Alberta ou de Terre-Neuve, qui semblent plus disposés à imaginer un tel destin politique pour le Québec^[3], la majorité des Canadiens reste massivement opposée à l'idée de voir cette province faire sécession.

Aussi théorique que soit le présent essai, celui-ci ambitionne néanmoins de contribuer, sur un plan stratégique, à une réflexion de fond essentielle à la relance de la démarche nationaliste au Québec. Même si l'on s'accorde pour dire que la décision de faire du Québec un pays appartient entièrement au peuple québécois, et à lui seul en vertu du droit à l'autodétermination dont il dispose – ce à quoi consent la majorité des fédéralistes québécois et la plupart des Canadiens – et que par suite, c'est donc dans une perspective essentiellement québécoise que la question nationale doit trouver sa solution, il n'en demeure pas moins qu'il est essentiel de saisir la manière dont les Canadiens conçoivent leur rapport avec le Québec et, en particulier, les raisons pour lesquelles ils sont si farouchement opposés à l'idée d'indépendance pour le Québec.

Huit principales raisons permettent à mes yeux d'expliquer l'attitude canadienne à l'égard du projet souverainiste québécois. En fonction de la complémentarité des logiques sur lesquelles elles reposent, des registres sur lesquels elles se fondent ou des implications qu'elles sous-tendent en ce qui a trait aux grands principes ou normes auxquelles elles renvoient, ces raisons peuvent être regroupées en deux séries d'arguments. La première se rapporte à la manière dont les Canadiens conçoivent leur pays ; ces arguments touchent à l'imaginaire national du Canada. La seconde série a trait au contexte international ; ces arguments relèvent de considérations de nature géopolitique. Analysons tour à tour ces deux séries d'arguments.

1. L'imaginaire national du Canada

1. a) Le Canada comme projet politique

La première raison pouvant rendre compte de l'aversion que vouent bon nombre de Canadiens à l'endroit du projet souverainiste québécois tient à la manière qu'ils ont de se représenter leur pays et la place accordée au Québec dans cette représentation. C'est qu'aux yeux des Canadiens, ce pays est d'abord et avant tout conçu comme un projet politique. Le Canada se présente essentiellement sous le mode d'un work in progress, comme on peut le lire sur l'une des pages web tirées du portail de Patrimoine Canada destinée à décrire ce pays aux nouveaux arrivants^[4]. Implanté sur un nouveau continent – l'Amérique –, construit au fil de l'arrivée massive de nouveaux arrivants en provenance des quatre coins du monde, le Canada est tout sauf une œuvre achevée. Il n'est pas un pays dont la composition ou la configuration soit à jamais fixée, puisqu'il existe sous la forme d'une négociation permanente entre plusieurs peuples, plusieurs communautés se plaisent à penser les Canadiens – ce dont par ailleurs, le multiculturalisme comme modèle sociétal serait le reflet le plus évident ; je reviendrai plus loin sur cette question. Le Canada est ce pays qui est en train de se faire, au jour le jour. Il se bâtit en fonction des contributions de tous ceux qui y habitent et qui sentent y appartenir.

Or, la plupart de ceux qui souscrivent à cette représentation du Canada s'accordent pour dire qu'en dépit du fait que depuis la montée en puissance du souverainisme au tournant des années 1960, les Québécois continuent d'être parmi les principaux bâtisseurs de ce pays. Ils sont certes devenus des partenaires plus exigeants, parfois un peu trop « chialoux », et périodiquement enclins à de douloureux questionnements « existentialo-constitutionnels », mais ils ont une place centrale dans l'édifice canadien. Rappelons les paroles que tenaient Stephen Harper au moment de la campagne électorale de 2006 : « La réalité, c'est que les Québécois ont fondé le Canada. Et ils ont puissamment contribué, génération après génération, à en faire une des grandes réussites de l'histoire^[5]. »

D'aucuns s'entendent pour voir que le Québec a grandement contribué à faire du Canada ce qu'il est devenu et pour dire qu'il a toujours sa place dans ce pays à construire. « Mon Canada inclut le Québec/My Canada includes Quebec », suivant le slogan politique à la mode lors du dernier référendum.

Avant de poursuivre, je ne peux m'empêcher de souligner ici que le Canada peut certes continuer à voir dans le Québec un partenaire avec qui construire ce pays, pour peu toutefois qu'il n'aspire pas à vouloir être autre chose qu'une simple « province » comme les autres. Cette reconnaissance de la contribution notable du Québec au Canada ne saurait se traduire en un quelconque statut spécial pour cette province. Au mieux, ce partenaire historique mérite-t-il une reconnaissance en tant que « nation dans la nation canadienne », une reconnaissance plus symbolique que réelle, et dont la visée lorsqu'il s'est agi de la traduire en 2006 en une motion à la Chambre des communes relevait plus de la tactique politicienne – soit couper l'herbe sous le pied des bloquistes qui avaient tenté en vain à plusieurs reprises par le passé de faire adopter une motion similaire – qu'à traduire un désir sincère d'ouverture à l'égard de ce peuple. Cette reconnaissance doit être lue comme une proclamation par laquelle le Canada réitère qu'il entend bien continuer à demeurer maître de l'identité du Québec.

Or, suivant cette représentation du Canada, si le Québec devait faire sécession, cela signifierait une sorte de trahison ou de déloyauté à l'égard de tous ceux qui, à travers l'histoire de ce pays, ont cru à ce projet politique et qui n'ont cessé de voir dans les Québécois des partenaires de premier plan, des collaborateurs sur qui compter. Aux yeux de nombreux Canadiens, faire l'indépendance, ce serait pour le Québec larguer le reste de ses partenaires et associés, abandonner ce projet en cours de route, désertier un chantier inachevé, alors qu'il y a pourtant encore tant à faire. Aussi, la résistance que manifestent bon nombre de

Canadiens à l'endroit de l'idée de voir le Québec accéder au rang d'État est-elle en partie attribuable à cette représentation du Canada comme projet politique.

1. b) Le Canada comme pays francophone

La seconde raison expliquant le rejet massif de l'idée d'indépendance pour le Québec de la part des Canadiens s'inscrit dans le prolongement de la première et concerne également l'imaginaire symbolique national du Canada. En effet, l'une des composantes centrales de l'identité nationale de ce pays tient en son fait français. L'un des principaux traits distinctifs de l'identité canadienne, notamment si on la compare, comme il est habituel de le faire, avec celle de son encombrant voisin états-unien, est précisément la présence en ce pays de locuteurs de la langue de Tremblay. Pour illustrer cela, citons un passage tiré du livre de 1997 de l'ex-prince consort John Ralston Saul :

On ne le répétera jamais assez que le Québec, ou plus précisément le Canada francophone, se situe au cœur même de la mythologie canadienne. Je ne veux pas dire qu'il en constitue à lui seul le cœur, qui est après tout un lieu complexe. Mais il se situe au cœur et aucune prouesse chirurgicale ne saurait sauver cette mythologie si le Québec venait à sa séparer. La séparation représente donc une menace de mort pour l'image qu'a le Canada anglais de lui-même, de sa fierté, de son rôle en tant que partie prenante de la nation, de la nature des relations entre citoyens^[6].

Cette représentation du Canada rejoint également la manière dont le conseiller politique français Jacques Attali a décrit ce pays lors de son passage à l'été 2006, lorsqu'il déclara, non sans causer un scandale dans la classe politique canadienne qui a tendance à manifester une susceptibilité extrême lorsqu'il s'agit de juger de la spécificité de la culture canadienne à l'aune de la culture états-unienne : « Je ne veux pas me mêler de politique intérieure canadienne, mais il me semble que la seule chose qui distingue le Canada des États-Unis est le Québec. » Sans la présence du fait français au Canada, dont le Québec et sa majorité francophone de près de 7 millions de personnes se veut en quelque sorte l'illustration la plus nette, que reste-t-il pour distinguer le Canada des États-Unis ?

Aussi, pour bon nombre de Canadiens, est-il inconcevable d'imaginer le Canada sans le fait français, sans le Québec, en dépit pourtant du peu de place réelle que les Canadiens sont prêts à consentir à cette langue et à ses locuteurs. Est-il utile de rappeler la place anémique occupée par le français à l'occasion des cérémonies d'ouverture et de fermeture des dernières olympiades d'hiver ? Au surplus, il faut souligner que cette ouverture s'accompagne le plus souvent d'une incapacité généralisée chez la majorité canadienne-anglaise à concevoir que la langue française puisse être autre chose qu'un simple moyen de communication. Les Canadiens sont en général incapables d'imaginer que derrière cette langue puisse se cacher quelque chose comme le « génie d'un peuple », de comprendre que la langue française en Amérique est l'expression d'un peuple, qu'elle est l'affirmation d'une culture distincte qui ne saurait être réduite à rien de plus qu'une simple variation sur le thème Canadian.

Même si l'idée d'un Canada bilingue, donc d'un Canada également francophone, trouve encore ici et là à travers ce pays des adversaires plus ou moins virulents – notamment dans l'Ouest canadien et dans certains cercles conservateurs où l'idée des deux langues officielles demeure largement associée au libéral Trudeau –, il n'en demeure pas moins que ce symbole, sans pour autant être une nécessité vitale, occupe une place centrale dans l'identité nationale canadienne. Aussi, dans cette perspective, n'est-il pas étonnant de voir que l'idée de la sécession du Québec, ou autrement dit, l'idée que le Canada se départisse de ce qui incarne le mieux cette dimension fondamentale de son identité nationale, ne trouve pas beaucoup de sympathisants par delà la rivière des Outaouais et les Appalaches.

1. c) Le Canada comme norme morale

Troisièmement, dans le sillage des deux précédents éléments explicatifs, on peut voir que pour un grand nombre de Canadiens, et de manière encore plus marquée me semble-t-il, au sein de la classe politique canadienne, le Canada n'est pas simplement conçu comme un projet ou comme un work in progress, mais aussi, sans modestie, comme un modèle pour le reste du monde. Non seulement le Canada incarne-t-il une expérience singulière dans l'histoire de l'humanité, aiment à penser les Canadiens, mais il représente en plus selon eux une réussite sur le plan éthique, dans la mesure où il incarne en quelque sorte une norme morale, à l'aune de laquelle tous les pays du monde devraient se mesurer et dont précisément le Canada se voudrait

la réalisation concrète la plus aboutie. Car, après tout, le Canada, n'est-il pas « le plus meilleur pays du monde » ? Ce pays incarnerait la voie à suivre pour tous les autres pays de la planète.

L'illustration la plus claire de cette conception du Canada comme norme morale est à trouver dans ce qui tient lieu d'idéologie officielle dans ce pays, le « multiculturalisme canadien ». Pour nombre de Canadiens, ce modèle sociétal que plusieurs admirent comme l'authentique « voie canadienne » (« the Canadian Way ») est souvent présenté comme l'horizon indépassable de l'ouverture à l'autre ou la perfection en matière de tolérance et de gestion de la diversité ethnique et culturelle. Or, quiconque soumet sa pensée au registre d'une pensée morale, c'est-à-dire d'une pensée dualiste reposant sur des catégories telles que le « bien » et le « mal », ne peut éviter une certaine forme de manichéisme. Aussi, toute critique ou réserve à l'endroit de ce modèle et, par suite, toute réticence à embrasser le Canada comme l'incarnation parfaite des valeurs promues par ce modèle ne peuvent être que le signe d'une immanquable intolérance, une marque de repli sur soi, une preuve de fermeture d'esprit, voire, plus grave encore, une forme de xénophobie mal assumée. Cette impression est telle que, dans cette optique, tout projet qui aurait pour conséquence de venir briser ce projet s'avérerait être comme un « crime contre l'histoire de l'humanité », pour reprendre le jugement porté par Pierre Trudeau en 1977 à l'égard du projet souverainiste québécois à l'occasion d'un célèbre discours prononcé devant le Congrès des États-Unis.

Un exemple encore plus parlant de cette attitude qui consiste à reconnaître au Canada une supériorité morale, et à l'inverse, à voir, chez tous ceux qui se refusent à adhérer avec autant de zèle au multiculturalisme canadien ou qui osent directement remettre en cause ce modèle sociétal et l'idéologie qui l'alimente, des signes d'intolérance comme l'a démontré l'affaire des accommodements raisonnables. Cette affaire nous a permis de constater que les Canadiens sont nombreux à penser que les Québécois, et surtout les souverainistes, présentent des dispositions naturelles au racisme et à l'intolérance. Puisque les Québécois sont plus réticents à accepter qu'un élève se rende à l'école en portant sur lui un kirpan, qu'ils s'opposent généralement davantage à ce qu'une représentante de l'État porte un signe religieux qui masque son visage et, d'une manière générale, qu'ils acceptent plus facilement qu'il soit parfois nécessaire de restreindre les droits de certains individus au nom de valeurs fondamentales dont l'État a pour devoir de chercher à protéger, les Canadiens se plaisent à voir dans les Québécois des gens moins ouverts sur la diversité, moins tolérants, plus repliés sur eux-mêmes.

Sans aller jusqu'à affirmer que tous les Québécois sont racistes – même si certains commentateurs de la blogosphère canadienne se permettent à l'occasion de l'affirmer –, aux yeux des Canadiens, le projet souverainiste québécois et les valeurs qui le portent sont perçus par une majorité de Canadiens comme étant en contradiction avec les valeurs dont le multiculturalisme se veut l'expression. Aussi, le rejet du souverainisme québécois de la part du Canada s'explique en partie par la supériorité morale qu'incarnerait ce pays, un idéal que le projet de souveraineté se propose de faire éclater.

1. d) Le Canada comme entité « postnationale ».

Une telle représentation du Canada comme idéal politique doit également être saisie à partir d'un autre angle, lequel vient en quelque sorte renforcer cette idée d'une prétendue supériorité morale de ce pays. Car si le Canada peut incarner un tel idéal, cela tient également en partie au fait qu'à la différence de la société québécoise, comme aiment se convaincre les Canadiens, ce pays est un État « postnational ». On pourrait le dire autrement en affirmant que le Canada est « le premier pays postmoderne », pour reprendre la formule de l'ex-premier ministre Paul Martin. Il serait ainsi le premier pays de l'histoire à s'être débarrassé du nationalisme, c'est-à-dire de cette « idée ancienne issue du XIXe siècle », comme le soutenait encore récemment le député de Papineau à la Chambre des communes, Justin Trudeau. Ce à quoi il ajoutait : « Malheureusement, certaines personnes ces jours-ci se perdent dans l'idée de nation pour le Québec, qui va à l'encontre de tout ce que mon père a jamais défendu. Nous devons nous tourner vers l'avant. » À ses yeux, « Le nationalisme découle d'une étroitesse d'esprit. Ça érige des barrières entre les peuples. Ça n'a rien à voir avec le Canada que nous devrions bâtir. » Bref, le Canada est une société libérée de cette tare qu'est le nationalisme, alors que le Québec continue à s'enfoncer dans un combat d'arrière-garde.

Au surplus, ce qui vient ajouter à la suspicion que ressentent de nombreux Canadiens à l'endroit du souverainisme québécois, et par extension à l'égard de la société québécoise dans son ensemble, tient au fait que ce mouvement repose non seulement sur l'idéologie du nationalisme, mais qui plus est, serait l'expression d'une de ses formes les plus abjectes, le nationalisme ethnique. Pour illustrer une telle

représentation du Canada et du Québec, citons les propos tenus par l'ex-ministre fédéral Michael Chong, à l'occasion d'un point de presse en novembre 2006 où il annonça son départ du cabinet Harper en réaction à l'adoption plus tôt dans la journée par la Chambre des communes d'une motion reconnaissant que les Québécois forment « une nation au sein d'un Canada uni » : « Je crois en notre grand pays, qui s'appelle le Canada et qui est fondé sur la citoyenneté et non pas sur le nationalisme ethnique. »

Pour les Canadiens – de même que certains Québécois, mais là encore, restons dans la perspective canadienne – le nationalisme dit « ethnique^[7] » est quelque chose de méprisable puisqu'il se fonde sur des valeurs qui sont diamétralement opposées à celles dont se targue le Canada, une société ouverte sur le monde, où les clivages nationaux ont été abolis, dépassés. Le Canada n'est-il pas cette expérience unique dans l'histoire de l'humanité de célébration de la différence, de la diversité appelée multiculturalisme ? Or, dans le cas du Québec, à l'opposé, on voit un mouvement animé d'une forme de nationalisme exclusiviste fondée sur une opposition irréconciliable entre un « nous » et un « eux », entre les « pures laines » et les « étrangers ». Le nationalisme québécois reposerait sur une « sorte de narcissisme des petites différences » et sur une volonté « d'assurer la domination ethnique » d'un groupe qui s'alimente d'un « mythe des origines », pour reprendre les formules de Michael Ignatieff.

On ne peut ici manquer de souligner que cet antinationalisme, ou même cette idée selon laquelle le Canada serait devenu une société postnationale n'ont en vérité rien de fondé. Ce discours apparaît bien plutôt comme une stratégie discursive visant à discréditer, non pas théoriquement ou de manière abstraite, toute forme de nationalisme, quelle qu'elle soit, mais bien uniquement et expressément, le nationalisme québécois, et ce, au nom de l'unité nationale du Canada. Car en dépit de ce beau discours antinationaliste, le Canada est, depuis 1982, c'est-à-dire depuis que les Canadiens ont pris conscience dans la foulée du rapatriement de la constitution qu'ils « ne pouvaient plus continuer à exister sans exister comme nation » pour reprendre les mots de Daniel Latouche, un pays engagé dans un processus de construction identitaire national, de « nation building » à grande échelle, lequel est en grande partie conçu, stimulé et commandité par l'État canadien, et ce, au nom de l'unité nationale.

Analysons maintenant la seconde série d'arguments pouvant expliquer pourquoi le Canada tient tant à garder le Québec, lesquels ont trait au contexte international ou à des considérations de nature géopolitique.

2. Le Canada dans le contexte international actuel

2. a) La mondialisation

Aux yeux de nombreux Canadiens – de même que de nombreux fédéralistes québécois ; mais là encore, ne quittons pas la perspective canadienne – , dans le présent contexte international marqué par la mondialisation (un rapprochement accéléré des peuples via l'accroissement des échanges transfrontaliers) et la globalisation (un abaissement des frontières économiques internationales et intraétatiques), faire sécession du Canada apparaît comme un projet insensé. La logique derrière cet argument est qu'on ne morcelle pas un pays, surtout un pays qui est si bien intégré internationalement, alors même que tous les peuples du monde ne cessent de se rapprocher, que les frontières entre les États deviennent de plus en plus perméables. À l'ère de la mondialisation et de la globalisation, la sécession du Québec comme projet politique est dépassée, entend-on souvent au Canada.

S'ajoute à cet argument un second, lequel vient, aux yeux de ceux qui y souscrivent, démontrer de manière encore plus nette le caractère désuet de la démarche des nationalistes québécois, à savoir celui de la décomposition de plus en plus marquée à notre époque du cadre stratonational, c'est-à-dire de l'État-nation, comme principal acteur et lieu d'exercice de la souveraineté politique. En effet, on ne cesse, depuis environ deux décennies, de décréter la fin prochaine de l'État-nation au profit à la fois d'une décentralisation du pouvoir de l'État vers des structures plus petites et du renforcement des structures infraétatiques, telle l'Union européenne par exemple. Dans ce contexte, pourquoi les Québécois voudraient-ils avoir leur propre État-nation bien à eux lors même que cette organisation est en voie de disparition ? N'est-ce pas là vouloir aller à contre-courant de l'histoire ? Aussi, nombreux sont-ils au Canada à rejeter l'idée de souveraineté du Québec sur la base d'un tel argument géopolitique.

Face à un tel discours, il n'y a à mes yeux qu'une seule réponse possible. Si les grandes tendances mondiales ou les grands mouvements de l'histoire universelle peuvent servir d'indicateur de l'avenir qui est

réservé à l'option indépendantiste au Québec, voici donc une donnée sans équivoque : en 1945, il y avait 76 États indépendants sur la planète. En 2011, il y en a 196. Aussi, nous est-il permis d'imaginer que dans quelques années, il puisse y en avoir 197, parmi lesquels on trouvera deux pays dont la première lettre sera un Q, le Qatar et le Québec.

2. b) Le Canada comme puissance internationale

Une autre des raisons rendant compte du rejet de l'idée d'indépendance pour le Québec par le Canada tient au fait qu'un tel projet aurait pour inévitable conséquence une atteinte importante à la puissance de ce pays. Cela d'une double manière. D'une part, une telle sécession conduirait à l'éclatement géographique de ce pays. Il suffit de jeter un coup d'œil à la carte du Canada pour voir que la séparation du Québec laisserait un trou béant dans cette entité géographique. Non seulement le Québec représente-t-il en quelque sorte le cœur historique du Canada – rappelons les mots de Stephen Harper qu'il prend plaisir à répéter à tous ses passages à Québec à l'effet que c'est dans cette ville, en français, que le Canada est né il y a 400 ans –, mais surtout le centre géographique de ce pays, de pair avec l'Ontario. Qu'advient-il des provinces maritimes, une fois le Québec devenu pays ? Ces provinces seront-elles tentées de se séparer à leur tour du Canada ? Seront-elles tentées de se rapprocher des États-Unis ? Comment pourraient-elles rester liées au reste du Canada ? Le Québec serait-il prêt à consentir à l'ouverture d'une sorte de corridor de Danzig reliant l'Ontario et les Maritimes advenant le cas où ces provinces souhaiteraient continuer à demeurer au sein de la fédération canadienne ? Qu'advient-il alors de la voie maritime du Saint-Laurent, véritable porte d'entrée du Canada dans sa partie est, et dont la majeure partie est située au Québec ?

D'autre part, sur le plan du statut du Canada sur la scène internationale, ce dernier se verrait alors irrémédiablement relégué au rang de puissance secondaire. Amputé du Québec, on ne voit pas comment le Canada pourrait conserver son statut de puissance moyenne^[8]. On peut en effet émettre des doutes quant à la possibilité qu'il puisse demeurer membre du G8 par exemple, alors même que sa présence au sein de ce regroupement interétatique des puissants de la planète est déjà régulièrement remise en question. Après tout, le Québec représente plus ou moins le quart de l'économie canadienne en plus d'être le centre de certains secteurs économiques de première importance d'un point de vue géopolitique, telle que l'aéronautique. Cette province possède d'importantes ressources naturelles, dont d'importantes ressources minières, et plus de 3 % des réserves d'eau douce renouvelable de la planète^[9], de même que d'importantes réserves de gaz et de pétrole pratiquement inexploitées. Ajoutons à cela l'importance croissante que risquent de revêtir ces ressources stratégiques dans les années à venir^[10] et l'on comprend mieux la réticence qu'éprouve le Canada à laisser partir le Québec.

2. c) Le Canada et sa raison d'État

Une autre des raisons qui permettent de rendre compte de l'aversion que voue le Canada à l'idée d'indépendance du Québec tient à la nature même de l'organisation dont ce pays se veut l'expression, l'État canadien. Il faut voir que la réalisation de l'indépendance du Québec exigerait que le Canada se départisse d'une partie de lui-même, soit qu'il acquiesce à l'amputation d'une partie importante de lui-même. Il est donc tout à fait naturel que le Canada, en tant qu'organisation étatique, veuille à tout prix perdurer. On peut évoquer ici une sorte de loi d'airain de toute organisation, quelle que soit sa taille, son ancienneté ou sa raison d'être ou sa mission fondamentale : à l'instar de tout organisme vivant, il est tout à fait naturel que l'État canadien combatte tout ce qui pourrait contribuer à miner son existence ou porter atteinte à son intégrité, telle une amputation massive de l'ordre de celle qu'entraînerait la sécession du Québec. Le suicide ou simplement l'amputation ne font rarement, pour ne pas dire jamais, partie du « code génétique » des États. Aussi ne trouve-t-on jamais, sinon rarement, dans une constitution politique ou une loi fondamentale des clauses permettant qu'une partie d'un État fasse sécession. Les sécessions politiques sont toujours par définition des actes anticonstitutionnels, c'est-à-dire des actes non prévus par la constitution, puisque « contre-nature ».

Certains pourraient être tentés de souligner le fait que le Canada s'est doté d'une « loi sur la clarté référendaire » pour régler cette question. Or malgré sa prétention, cette loi n'a pas pour objectif réel d'introduire dans la constitution canadienne des dispositions en vue de permettre la sécession d'une de ses provinces. Cette loi ne constitue en rien un effort en vue d'enchâsser dans la constitution canadienne le droit à l'autodétermination des peuples. En réalité, celle-ci ne vise qu'à fixer les conditions d'acceptabilité, aux yeux du gouvernement fédéral, des résultats d'un vote de sécession de la part d'une de ses provinces. Sa

portée réelle est d'abord politique et non constitutionnelle, en ce que par cette loi, le gouvernement fédéral indique à l'ensemble des provinces canadiennes, au premier plan le Québec, qu'Ottawa entend bien continuer à demeurer maître du jeu advenant le cas d'une victoire du « oui » à un éventuel référendum sur la souveraineté.

Ainsi, le Canada n'échappe-t-il pas à cette règle propre de toute organisation. En tant qu'État, de surcroît un État stable, industrialisé, économiquement prospère, riche d'une influente diplomatie, membre d'importantes alliances interétatiques, le Canada se doit de tout déployer en vue de maintenir son intégrité politique. Comme organisation étatique, le Canada est d'abord une puissante machine qui peut représenter une force d'inertie impitoyable. En témoignent les moyens imposants auxquels eut recours le gouvernement fédéral lors des deux derniers référendums pour assurer la victoire du camp du « non » et, dans les années qui ont suivi, pour chercher à susciter l'adhésion des Québécois au Canada. La réticence que voue le Canada à l'endroit du projet de sécession du Québec tient donc en partie à cette tendance lourde inscrite dans la raison d'être de tout État.

2. d) L'impérialisme canadien

La dernière raison qui permet d'expliquer le rejet massif de l'option souverainiste québécoise au Canada tient au fait qu'il existe dans le rapport qu'entretient ce dernier avec le Québec, c'est-à-dire dans la manière dont cet État a de se comporter à l'endroit de cette province, les traces d'un certain impérialisme. Qu'on me comprenne bien. Il ne s'agit pas ici de dire que le Canada se compare à celui des anciennes puissances coloniales telles l'Empire britannique ou la France dans leurs rapports avec certains peuples africains ou asiatiques au cours des XVIIIe ou XIXe siècles. Le Canada « n'est pas le goulag », pour reprendre l'expression de René Lévesque. Il existe bien sûr différentes formes d'impérialisme. Celui qu'exerce le Canada à l'égard du Québec, faut-il le reconnaître, en est un empreint de « courtoisie », si une telle chose peut exister. Mais il est néanmoins bien présent, en se déployant d'une double façon :

Celle du vainqueur. D'une part, suivant la manière dont de nombreux Canadiens ont de se représenter leur pays et son histoire, le Canada est celui qui a conquis la Nouvelle-France. Même si cela est historiquement faux – en ce que le Canada est une construction politique récente (1867), fruit d'un compromis entre les Canadiens français et les Canadiens anglais à la suite de l'échec de l'Acte d'Union de 1840 –, pour nombre de Canadiens, le Québec, en tant qu'héritier de la colonie française en Amérique, est d'abord et avant tout un peuple vaincu, et par suite, un peuple qui doit se résigner à son sort, lequel est maintenant entre les mains du Canada, en tant qu'héritier de l'Empire britannique. *Vae victis* ; malheur aux vaincus, disait-on à Rome et entend-on maintenant parfois au Canada.

Cette lecture de l'histoire trouve évidemment écho dans le discours des milieux les plus nationalistes au Canada ou, du moins, dans ceux qui sont le plus influencés par la tradition orangiste la plus dure. On le trouve rarement exprimé explicitement par la classe politique canadienne. Mais le 250e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham en 2009 a été l'occasion d'entendre en sourdine cet argument dans les discours officiels, alors qu'il se faisait entendre haut et fort sur de nombreux blogs du National Post, du Calgary Herald ou du Toronto Sun par exemple. Il est clair qu'une bonne partie du « Quebec bashing » dont le peuple québécois est régulièrement victime dans la presse canadienne ou sur la Toile s'abreuve en grande partie à une telle version de l'histoire.

Celle de l'empire bienveillant. D'autre part, l'attitude impérialiste qui préside au rapport que le Canada entretient avec le Québec s'exprime également par le biais d'un argument portant sur la viabilité d'un éventuel Québec souverain. On retrouve ici le vieil argument, maintes fois réfuté, mais combien facile, selon lequel un Québec indépendant ne serait pas viable tant sur le plan économique, que sur le plan politique, social et culturel. Les Québécois en seraient incapables. Aussi est-il préférable pour eux qu'ils restent au sein du Canada afin qu'ils continuent à bénéficier des avantages d'une bonne gouvernance. On trouve un tel discours dans un éditorial paru dans le National Post en février 2010, signé de Lorne Gunter, dont le titre était « Mon Canada peut garder ou laisser partir le Québec^[11] », un texte qui se voulait une réponse à la sortie de Lucien Bouchard à l'effet que la souveraineté était devenue, à ses yeux, irréalisable :

Heureusement pour la Confédération, M. Bouchard semble en être venu à voir au cours des dernières années que la culture politique québécoise, telle qu'elle existe actuellement, est trop étroite d'esprit pour survivre d'elle-même^[12].

Ces propos rejoignent également parfaitement ceux de la chroniqueuse Tasha Kheiriddin du National Post, qui dans un billet signé du 23 juin 2011, écrivait que « Sans le Canada, le Québec français serait perdu dans une génération^[13]. »

Aussi, aux yeux de nombreux Canadiens, si le Québec doit rester dans le Canada, c'est qu'il en va de sa survie. Incapables en vérité de se « débrouiller eux-mêmes », les Québécois ont tout à gagner à rester au sein du Canada.

Conclusion

Ainsi, ces huit arguments permettent à mes yeux de rendre compte de l'attitude de forte réticence qu'éprouve la majorité des Canadiens à l'idée de sécession pour le Québec. Ce premier travail de survol complété, il reste maintenant à prendre acte de cette attitude, mais non en vue de pouvoir réfuter les arguments qui l'alimentent, ce qui constituerait une entreprise strictement vaine en ce qu'une bonne partie de ceux-ci relèvent de l'ordre symbolique. Ils tiennent à la manière dont le peuple canadien a de se représenter lui-même. Que les Canadiens veuillent se construire un pays bien à eux, suivant l'image qu'ils se font d'eux-mêmes, me semble parfaitement normal et légitime. C'est un désir partagé par tous les peuples de la planète. Ce qui l'est moins, c'est de vouloir forcer le peuple québécois à embrasser cette représentation et à accepter la (petite) place que la majorité canadienne-anglaise est prête à lui laisser. Aussi, mieux connaître le Canada et mieux comprendre la représentation que les Canadiens se font d'eux-mêmes comme peuple et comme pays, tel est ce que j'ai voulu éclairer ici. Et un tel éclairage, je l'espère, ne peut que mieux servir à concevoir une nouvelle stratégie grâce à laquelle le Québec parviendra à se séparer de cet ensemble, au sein duquel il n'a désormais plus sa place. q

[1] Argumentaire qui trouve son exposition dans de nombreux ouvrages, certains plus anciens, tels que celui de Pierre Elliott Trudeau, *Le fédéralisme et la cité socanadienne-française* (Montréal, HMH, 1967), de Claude Ryan, *Regards sur le fédéralisme canadien* (Boréal, 1995) ou de Stéphane Dion, *Le pari de la franchise. Discours et écrits sur l'unité canadienne* (McGill-Queen's University Press, 1999), ou plus récents, tels que celui d'Éric Montpetit, *Le fédéralisme d'ouverture. La recherche d'une légitimité canadienne au Québec* (Septentrion, 2007), d'André Pratte (sous la dir.), *Reconquérir le Canada. Un nouveau projet pour la nation québécoise* (Éditions Voix parallèles, 2007) ou d'Alain Dubuc, *À mes amis souverainistes* (Éditions Voix parallèles, 2008).

[2]<http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/national/archives/2010/04/20100407-094121.html>

[3] On peut ici penser à quelques ouvrages dans lesquelles on trouve une certaine ouverture à l'endroit de cette option politique pour le Québec, et ce, d'un point de vue canadien : Reed Scowen et son livre de 2007, *Time to Say Goodbye : Building a Better Canada Without Quebec* (McClelland & Stewart ; une réédition revue et augmentée de son livre de 1999, initialement paru sous le titre *Time to Say Goodbye : The Case for Getting Quebec Out of Canada*) ; Robert A. Young et *The Secession of Quebec and the Future of Canada* (McGill-Queen's Press, 1995) ; David J. Bercuson et Barry Cooper et leur livre de 1991, *Deconfederation : Canada Without Quebec* (Key Porter Books) ; et celui de Philip Resnick, *Toward a Canada-Quebec Union* (McGill-Queen's University Press, 1991).

[4]<http://www.pch.gc.ca/special/gouv-gov/section1/index-eng.cfm> (page visitée le 16 août 2011).

[5] Discours tenu à Jonquière le 18 décembre 2006.

[6] *Réflexions d'un frère siamois. Le Canada à l'aube du XXI^e siècle*, trad. Ch. Melançon, Boréal, 1998, p. 284. Je souligne.

[7] Je me permettrai de formuler une remarque au sujet de cette distinction entre les formes dites « civique » et « ethnique » de nationalisme, une distinction courante dans les études portant sur ce sujet. Je suis de ceux qui pensent qu'une telle distinction est futile et devrait être rejetée, car sa principale raison d'être n'est pas tant heuristique – comme si cette distinction permettait de mieux éclairer le phénomène complexe du nationalisme –, qu'idéologique. L'étiquette « ethnique » n'a pour utilité réelle que de servir à discréditer et condamner toute forme de mouvement auquel on attache cette étiquette et au contraire, à apporter une

certaine légitimité aux mouvements qui participent de la forme « civique ».

[8] J. L. Granatstein, « Canada, Quebec and the World », in J.L. Granatstein et K. McNaught (dir.), English Canada Speaks Out, Doubleday, 1985, p. 95.

[9] Ministère de Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, L'eau, la vie l'avenir. Politique nationale de l'eau, 2003, p. 5. Document disponible à l'adresse suivante : <http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/politique/politique-integral.pdf>

[10] Voir Marc Imbeault, « Le Canada comme puissance maritime », in Ann Griffiths et Eric Lehre (dir.) Naval Gazing : The Canadian Navy Contemplates its Future, Dalhousie's Centre for Foreign Policy Studies, Halifax, p. 96 à 107, 2010.

[11] « My Canada can take or leave Quebec ».

[12] « Thankfully for Confederation, Bouchard seems to have come the realization during the past decade that Québécois political culture, as it is now, is too narrow-minded to survive on its own. »

[13] « Without Canada, French Quebec would be lost in a generation »

[Fermer la fenêtre](#)